

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
14 Rue Antoine DURENNE
55000 Bar-le-Duc

BAR-LE-DUC, le 20/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



INEOS COMPOSITES FRANCE (ASHLAND FRANCE)

ZI Nord
BP 17
55400 ETAIN

Références : CL/332-2022
Code AIOT : 0006200802

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2022 dans l'établissement INEOS COMPOSITES FRANCE (ASHLAND FRANCE) implanté ZI Nord 8 Rue des Fontanges 55400 ETAIN. L'inspection a été annoncée le 19/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant devait transmettre des documents suite à un précédent contrôle. En parallèle, ATMO Grand-Est a signalé une plainte pour des nuisances olfactives sur le secteur. En l'absence de transmission des documents, un nouveau contrôle du site a été programmé sur les deux thématiques (suite précédente inspection et rejets atmosphériques).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INEOS COMPOSITES FRANCE (ASHLAND FRANCE)
- ZI Nord 8 Rue des Fontanges 55400 ETAIN
- Code AIOT : 0006200802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Icd : Oui

Le site INEOS Composites de Etain est autorisé pour la production de résines polyesters. De par la nature des produits mis en oeuvre, le site présente des zones ATEX. Ces mêmes produits sont susceptibles de présenter des nuisances olfactives pour le voisinage si le process présente des

dysfonctionnements.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets atmosphériques
- Risques ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Matériel ATEX	Code de l'environnement, article L.557-28	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	document relatif à la protection contre les explosions	Code de l'environnement, article L.557-30	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 7.2.1	/	Sans objet
5	Autosurveillance et contrôle	Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 7.2.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Traitement et qualité des rejets	Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 7.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les équipements/matériels utilisés en zones ATEX, l'exploitant ne respecte pas la réglementation relative à leur suivi et entretien. Un arrêté de mise en demeure est proposé. Les dysfonctionnements de l'unité RTO ne permettent ni de confirmer ni d'infirmer que les odeurs perçues signalées par ATMO Grand-est avaient pour origine le site INEOS Composites France d'Etain. Le jour du contrôle, l'inspection n'a pas perçu d'odeur aux abords du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Matériel ATEX

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.557-28
Thème(s) : Risques accidentels, ATEX
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En raison de leurs risques spécifiques et de leurs conditions d'utilisation, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens.</p> <p>Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">1° La déclaration de mise en service ;2° Le contrôle de mise en service ;3° L'inspection périodique ;4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ;5° Le contrôle après réparation ou modification. <p>Certaines de ces opérations sont réalisées par des organismes mentionnés à l'article L. 557-31.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un zonage ATEX. Lors de la visite d'inspection du 21 novembre 2019, l'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant de justifier la conformité de l'ensemble des matériels électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques situés dans les zones à atmosphère explosive en effectuant un inventaire des équipements concernés et en vérifiant l'adéquation de ces équipements au niveau de protection exigé et de lui fournir la liste des équipements ne faisant pas l'objet d'un niveau de protection d'équipement ATEX suffisant, accompagnée d'une proposition d'échéancier de mise en conformité le cas échéant.</p> <p>L'exploitant avait transmis une proposition commerciale d'un prestataire pour la réalisation de cette tâche.</p> <p>Lors du contrôle du 27 septembre 2022, l'exploitant a présenté une synthèse d'un rapport de vérification des installations électriques. Certains équipements ont été changés pour répondre à la réglementation ATEX, mais le jour du contrôle l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la liste des équipements ne faisant pas l'objet d'un niveau de protection d'équipement ATEX suffisant, accompagnée d'une proposition d'échéancier de mise en conformité comme déjà demandé lors du précédent contrôle.</p> <p>La proposition commerciale pré-citée n'a pas été réalisée.</p> <p>Il convient toutefois de préciser que concernant la protection ATEX des EPI (équipements de protection individuels), les salariés de l'entreprise sont sensibilisés. Notamment, ils testent périodiquement leurs chaussures sur une installation prévue à cet effet à l'entrée des vestiaires.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : document relatif à la protection contre les explosions

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.557-30
Thème(s) : Risques accidentels, ATEX
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un produit ou d'un équipement mentionné à l'article L. 557-28 détient et met à jour un dossier comportant les éléments relatifs à sa fabrication et à son exploitation.
Constats : Lors de l'inspection du 21 novembre 2019, il avait été demandé à l'exploitant de mettre à jour son DRPE (document relatif à la protection contre les explosions). Lors de l'inspection du 27 septembre 2022, l'exploitant a précisé que la dernière mise à jour du DRPE datait de 2010. Le DRPE justifie que l'utilisation d'équipements est possible puisque des dispositions de conception, d'entretien, de contrôle préventif sont réalisés dans le but de prévenir toute énergie d'inflammation dans les zones ATEX. Aucun justificatif d'entretien ou de contrôle préventif n'a pu être présenté à l'inspection le 27 septembre 2022. L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de réaliser l'ensemble des contrôles prévus par le DRPE pour les équipements pouvant le nécessiter, de rendre compte à l'inspection des installations classées des contrôles effectués et de lui transmettre un plan de maintenance et d'entretien, avec les fréquences retenues pour les opérations présentées comme régulièrement effectuées par le DRPE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 7.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les gaz polluants ou à l'origine d'odeurs doivent être captés à la source, canalisés et traités ainsi que les eaux de procédés par un dispositif de destruction thermique des composés organiques volatils assurant un rendement d'au moins 95%.
Constats : Au regard des constats du point de contrôle n°5 montrant des dysfonctionnements dans le traitement des effluents gazeux (RTO), l'exploitant s'assurera du rendement de son système lors de la prochaine mesure une fois les travaux finis. Ces résultats seront transmis dès réception à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Traitement et qualité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation de traitement des effluents gazeux et des eaux de process est conçue, exploitée et entretenue de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elle ne peut assurer pleinement sa fonction.
Constats : Pour l'année 2022, l'installation de traitement des effluents gazeux et des eaux de process n'a pas été indisponible. Ses arrêts correspondent à des périodes de maintenance où le site ne produit pas.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance et contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 7.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une fois par an une campagne de mesure des rejets issus de l'unité RTO sera menée en marche continue et stable, sur les paramètres suivants (concentrations et flux): -Débit; -Température; -COVnm totaux et COV spécifiques suivant: styrène formaldéhyde; -NOx; -CH4; -CO2; -CO.
Constats : L'exploitant a présenté les contrôles périodiques de 2021 et 2022. En 2021, la concentration de COVnm est très légèrement supérieure à la VLE (20,02 mg/Nm3 pour 20 mg/Nm3). Ce résultat est à modérer, la vitesse d'éjection était légèrement inférieure à la vitesse minimale d'éjection. En 2022, les analyses ont montré une concentration en COVnm de 34 mg/Nm3. L'exploitant a recherché les causes possibles de ce dépassement. Des dysfonctionnements ont été recensés (vanne de purge montée à l'envers sur une conduite, défaut d'étanchéité sur un clapet) et des actions correctives ont été menées sur la période fin août début septembre 2022. Les sources possibles de ces dysfonctionnements étant éliminées, une nouvelle campagne de mesure va être réalisée pour s'assurer d'un bon fonctionnement du RTO.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet